

LES SYSTEMES ALIMENTAIRES URBAINS EN P.V.D.

Jean-Louis Rastoin.

Professeur à l'École Nationale Supérieure d'Agronomie de Montpellier, France.

Ville, vous m'êtes robe ou cuirasse,
embarcadère ou géôle, selon l'bumeur.

Dom Pistor / Septième Méditation
cité par D. Boulanger dans
<<Les jeux du tour de ville>> (Gallimard)

Le phénomène de la croissance démographique «exponentielle» est bien connu aujourd'hui: de quelques centaines de millions d'habitants à l'aube de la révolution industrielle, le monde est passé à 2,5 milliards d'hommes en 1950 pour atteindre 5,3 milliards en 1990 et les projections les plus probables indiquent 8,5 milliards pour l'an 2025. De formidables bouleversements socio-économiques ont accompagné cette progression de l'espèce humaine: création de richesses très inégalement réparties, développement industriel puis tertiaire, déclin relatif de l'agriculture, essor prodigieux des communications et modification profonde des lieux de peuplement et des paysages. Cette dernière mutation, essentielle car elle s'accompagne de changements culturels et des modes de vie, se manifeste par l'urbanisation qui tend à devenir prépondérante dans la très grande majorité des sociétés contemporaines.

L'objet de cet article est de prendre la dimension de cette évolution et d'analyser les conséquences qu'elle entraîne sur les systèmes alimentaires des pays en voie de développement (PVD).

1 - L'EXPLOSION URBAINE

À la fin de la deuxième guerre mondiale, la planète Terre était encore globalement rurale comme depuis des millénaires. Cependant, le mouvement d'urbanisation s'est manifesté précocement dans le berceau méditerranéen. Memphis, puis Thèbes, Babylone, Athènes, Rome et Carthage constituent autant d'exemples de capitales d'empires ou de cités-États nées il y a plusieurs milliers d'années et réunissant les trois fonctions fondatrices de la ville: le pouvoir, civil et militaire, le sacré et en symbiose les valeurs immatérielles (la culture), le marché, lieu d'échanges et de création de valeur ajoutée (GEORGE, 1961). Il s'agissait de métropoles aux dimensions encore modestes et régnaient sur des peuples de pasteurs et de paysans. L'émergence des grandes cités accompagne l'industrialisation des pays d'Europe septentrionale, puis d'Amérique du Nord. La France comptait 27 % d'urbains en 1850 et les États-Unis 18 %, cette proportion était passée à 60 % pour la France et 67 % pour les États-Unis cent ans plus tard. Les pays développés ont vu leur population urbaine multipliée par 15 entre 1920 et 1990. On estime aujourd'hui à 73 % le taux de citadins dans la population totale de ces pays.

TABL. 1. DYNAMIQUE DE LA POPULATION URBAINE MONDIALE

Millions d'habitants*	1950	1990	2025
P.V.D.	286 (17%)	1 394 (34%)	4 075 (57%)
Pays développés	443 (54%)	876 (73%)	1 134 (84%)
Monde	729 (29%)	2 270 (43%)	5 209 (61%)

* % de la population totale par zone entre parenthèses

Source : U.N. (1993)

Dans les PVD, la croissance des villes n'a démarré que beaucoup plus tard, avec l'exode rural massif de familles d'agriculteurs à la recherche de conditions de vie meilleures. Cet exode a trop souvent abouti à une hypertrophie de zones péri-urbaines misérables. Le monde totalisait en 1970, 20 villes de plus de 5 millions d'habitants, dont 11 en PVD. En 1990 les chiffres étaient de 34 villes dont 23 en PVD. En l'an 2000, ils seront de respectivement de 45 et 34.

La croissance urbaine se manifeste avant tout par une différenciation dans l'espace des densités de population et corrélativement de l'habitat. Elle induit également des disparités sociales fortes liées aux écarts entre les revenus, d'autant plus manifestes qu'elles se situent sur des territoires limités.

Les problèmes posés par les mégalo-poles sont multiples: santé publique liés à la concentration de la population, transports, énergie, logements, sécurité, etc. Les coûts liés à l'urbanisation sont considérables du fait de la demande d'infrastructures et d'équipements collectifs mais aussi et principalement de la pression foncière. Cependant les spécialistes ne s'attendent pas à un ralentissement de la croissance urbaine à un horizon rapproché, au Nord, comme au Sud. Dans les PVD, on prévoit ainsi que la population des villes va s'accroître de près de 2,7 milliards d'habitants entre 1990 et 2025, c'est-à-dire d'un flux supplémentaire de plus de 75 millions de personnes par an en moyenne, dont la moitié environ proviendra de l'exode rural.

Au sein des PVD, la situation est contrastée entre une Amérique latine qui est déjà globalement urbanisée au niveau constaté en Amérique du Nord (72 % de la population totale habitait déjà en zone urbaine en 1990) et l'Afrique et l'Asie qui restent encore aujourd'hui à dominante rurale mais qui devraient connaître dans les 30 prochaines années une véritable explosion urbaine:

TABL. 2. RÉPARTITION DE LA POPULATION URBAINE PAR CONTINENT

Millions d'habitants	1990	2025	Evolution
Amérique Latine	324 (72%)	638 (84%)	+ 314 (x 2,0)
Asie	1 054 (34%)	2 940 (60%)	+1 886 (x 2,8)
Afrique	218 (34%)	912 (57%)	+ 694 (x 4,2)

Entre parenthèses population urbaine / population totale en % et facteur multiplicatif entre 1990 et 2025.

Source : U.N. (1993)

Quelles sont les conséquences de ce mouvement sur les systèmes alimentaires?

2 - LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES: CONCEPTS ET DYNAMIQUES.

La notion de système alimentaire est née des réflexions menées dans le cadre de l'économie agro-alimentaire développée notamment à Montpellier autour du Pr Louis MALASSIS.

On entend par système alimentaire un «réseau interdépendant d'acteurs (entreprises, institutions financières, organismes publics et privés) participant directement ou indirectement à la création de flux de biens et services orientés vers la satisfaction des besoins alimentaires d'un groupe de consommateurs, dans un espace géographique donné» (RASTOIN, 1995).

Ce concept peut donc s'appliquer à un territoire urbain polarisé ou multipolaire.

La théorie des systèmes permet de prendre en compte la finalité de l'activité économique et les inter-relations entre les agents de toute nature (agriculteurs-producteurs de matières premières, artisans et industriels de la transformation et de la conservation des produits alimentaires, transporteurs, négociants et distributeurs, financiers, fonctionnaires des administrations publiques spécialisées, etc.). Elle peut aussi conduire à identifier la structure du système alimentaire à l'aide de variables d'état (comme le nombre et la taille des producteurs) et son fonctionnement à partir de variables d'entrée (par exemple les flux de matières premières agricoles) et de sortie (volumes et prix des aliments).

Tout système alimentaire se caractérise par son caractère:

- biologique (produits vivants),
- finalisé (consommation),
- ouvert sur son environnement local, national et international, à des degrés variables,
- complexe (plusieurs centaines voire milliers d'agents économiques),

- partiellement déterminé (la production du système est conditionnée par les variations agro-climatiques et les modifications incessantes des marchés),
- à centres de commande multiples (l'État, le marché, les entreprises).

L. MALASSIS a montré à l'aide de la comptabilité nationale que le système alimentaire subissait, dans le temps, de profondes mutations internes que l'on peut appréhender à partir de deux indicateurs: la valeur ajoutée (V.A.) et la consommation finale (C.F.). Ces travaux nous permettent de proposer la typologie suivante, au sein de laquelle il est possible de positionner tout système alimentaire:

TABL. 3. TYPOLOGIE HISTORIQUE DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES.

Stades	V.A.% Agriculture	V.A.% I.A.A.	C.F.% R.A.D.	C.F.% R.H.F.
Agricole	80	20	100	-
En transition	60	40	90	10
Agroindustriel	50	50	70	30
Agro-tertiaire	<50	<50	50	50

I.A.A: Industries agro-alimentaires.

R.A.D.: Restauration à domicile.

R.H.F.: Restauration hors foyer.

Ce tableau se lit de la façon suivante: au fil du temps, la part de la valeur ajoutée générée par les industries alimentaires, au sein du complexe de production agro-alimentaire (agriculture +I.A.A.), a tendance à augmenter ainsi que la proportion des aliments consommés en dehors du foyer des ménages.

Une telle évolution trouve son explication principalement dans les modifications de la société globale. En effet, le complexe de production agro-alimentaire est appelé à répondre de plus en plus aux sollicitations de consommateurs non-producteurs (on passe de sociétés agricoles d'auto-subsistance à des sociétés différenciées en secteurs primaires, secondaires et tertiaires et urbaines). Il devient donc nécessaire de mieux conserver les produits périssables en les stabilisant par une transformation artisanale puis industrielle, pour les faire voyager et les stocker en quantités croissantes. Par ailleurs, le développement du travail féminin en dehors du foyer, la journée continue pratiquée dans les entreprises et les services publics des grandes villes, réduisent le temps de préparation des repas et il faut donc faciliter un accès rapide à l'aliment «final», ce qui est possible à travers les processus industriels (fabrication de farines et semoules, pré-cuisson, etc., jusqu'à aboutir aux plats cuisinés prêts à consommer). Enfin, la croissance économique et la

progression du pouvoir d'achat permettent de créer une demande alimentaire marchande, tandis que la hausse de la productivité limite l'inflation des prix des matières premières. On peut estimer en 1996 que la quasi-totalité (95 %) des produits agricoles dans les pays à haut niveau de revenu et environ 60 % dans les PVD, subissent un processus de conditionnement et/ou transformation.

La restauration hors foyer (RHF) est l'aboutissement ultime de ce processus puisque le repas tout entier est élaboré par des entreprises spécialisées, les restaurants. Aux États-Unis, la RHF représenterait aujourd'hui 50 % de la dépense alimentaire totale des ménages, en France 25 %. Notons que ce phénomène n'est pas l'apanage des pays riches: la restauration de rues est bien connue dans les PVD, particulièrement en Asie (on peut citer l'exemple de DJAKARTA et de ses myriades d'échoppes fixes ou mobiles spécialisées dans l'alimentation à toute heure). Ce type de restauration traditionnelle commence à être concurrencé dans les PVD par la vague déferlante du fast-food dont la figure emblématique est la chaîne Mc Donald et ses 15 000 restaurants franchisés dans le monde. Le «menu» hamburger/Coca-Cola est d'ailleurs adopté par de nombreux restaurateurs locaux car il a trouvé une clientèle attirée à la fois par un modèle de consommation symbolique et le côté pratique de la formule. Les esthètes (et les nutritionnistes!) le regretteront probablement. Il ne faut cependant pas déduire de cette universalisation la disparition prochaine des recettes locales. Celles-ci devraient être confortées à la fois par la très grande inertie des modèles de consommation alimentaire qui font partie du patrimoine sociologique des peuples et par les considérables migrations professionnelles et touristiques qui déplacent chaque année plusieurs centaines de millions de personnes et revitalisent, à travers la quête de l'exotisme, les cuisines traditionnelles.

3 - NOURRIR LES VILLES

Cette formule qui sonne comme une injonction et un défi a servi de thème à plusieurs programmes de recherche et colloques récents au Nord comme au Sud (cf. CIRAD, IFPRI, WALTPS)¹. Ces travaux s'inscrivent dans le courant qui se préoccupe depuis de nombreuses années de la «sécurité alimentaire», avec une hypothèse de départ simple: l'agriculture mondiale peut-elle nourrir l'humanité? et un corollaire: les concentrations urbaines qui ne cessent de s'amplifier ne vont-elles pas poser de redoutables problèmes d'approvisionnement en aliments? En effet comme nous l'avons expliqué plus haut, l'auto-consommation ne peut que diminuer avec l'urbanisation et par ailleurs les circuits offre-demande se complexifient.

On peut être raisonnablement optimiste sur la capacité technique de l'agriculture mondiale à nourrir la planète. La recherche agronomique tropicale a fait faire des progrès importants à la productivité de la terre et du travail, comme en témoignent les chiffres établis par le Groupe consultatif pour la recherche agronomique internationale (GCRAI, 1995). La production des 13

¹ Il semble que la question de l'approvisionnement alimentaire des villes du Tiers-Monde ait été posée pour la première fois en France par les géographes du CEGET-CNRS, au début des années soixante-dix. On peut citer dans ce domaine les travaux de VENNETIER à Madagascar, de GIRAULT et LAGRA en Haïti, SANTANA et plus récemment LINCK au Mexique, KERMEL-TORRES et FRANQUEVILLE en Afrique sub-saharienne, etc...

principales cultures alimentaires tropicales a augmenté de 59 % entre le début des années 70 et le début des années 90 alors que les superficies consacrées à ces plantes n'ont progressé que de 9 %. C'est principalement l'amélioration des rendements qui a permis cette hausse: + 46 % en moyenne pour les 13 produits avec un doublement pour le sorgho, + 81 % pour le riz, + 80 % pour le blé qui constituent aujourd'hui les principales bases alimentaires en zone urbaine, +77 % pour le maïs, + 59 % pour les légumineuses vivrières. La consommation totale a crû à un rythme légèrement inférieur à la production, ce qui a permis une augmentation de 7% en 20 ans des disponibilités alimentaires moyennes per capita pour l'ensemble des PVD.²

L'amélioration génétique, l'émergence de nouveaux systèmes de production devraient en théorie permettre de faire progresser suffisamment les volumes produits pour suivre une progression démographique qui a tendance à se ralentir, pour peu que l'on maintienne à un niveau convenable les financements accordés à la R.A.D. (recherche agronomique pour le développement) et que l'on rende plus efficaces les systèmes de vulgarisation.

Les principales contraintes à un ajustement correct de l'offre et de la demande alimentaire à long terme sont d'ordre politique et économique: le producteur agricole, au Sud comme au Nord, doit pouvoir dégager des marges de son activité, ce qui renvoie à la situation des prix sur les marchés internationaux et aux politiques de soutien des revenus. Le problème se pose de façon lancinante dans les PVD: il ne peut y avoir de décollage de l'agriculture (et donc amélioration de la sécurité alimentaire) qu'à partir du moment où il existe des politiques agricoles stimulantes pour la production. De plus, l'agriculture constitue, dans la majorité des cas, un secteur de base pour la croissance économique et donc pour l'emploi et la consommation. Il ne faut, pour s'en convaincre, que relire l'histoire économique de nombreux pays du Nord (LE ROY, 1994). Le défaut de prise de conscience ou l'ignorance, par les responsables politiques, de ces analyses conduisent les experts à pronostiquer, à l'horizon 2010, un déficit céréalier de l'ordre de 160 à 200 millions de tonnes dans les PVD, contre 92,5 M.t en 89-91, ceci en ne prenant en compte que la seule croissance démographique, à niveau de consommation per capita constant, c'est-à-dire sans réduction significative du nombre actuel de sous-alimentés dans le monde (700 millions en 1990).

La prospective alimentaire, au niveau global, est donc préoccupante. Voyons les particularités qu'elle décèle en ce qui concerne les zones urbaines.

En Amérique latine, le fait urbain est plus ancien que sur les autres continents, puisque les villes s'inscrivent dans la dynamique coloniale, et succèdent parfois à des cités d'empires aztèques ou incas. Dès le XVIIIème siècle, cette région est la plus urbanisée de la planète.

Les systèmes d'approvisionnement de la zone se caractérisent par des bassins de production souvent éloignés des métropoles et par des circuits complexes de transport, stockage et d'intermédiation (marchés de gros et de détail). Par ailleurs, l'importance de la consommation du

² On sait cependant que la situation reste différente selon les continents: croissance des disponibilités par tête en Asie, stagnation en Amérique latine et diminution en Afrique.

fait de la taille importante des villes³ pose des exigences en termes de volumes, de prix, de délais d'acheminement. La conséquence en est une dualisation croissante entre des agricultures traditionnelles «rurales» de proximité et une agriculture qui se modernise rapidement en se spécialisant dans l'approvisionnement urbain. La distribution de grande surface est déjà bien présente à Mexico, Buenos Aires ou Sao Paulo, avec, par exemple plusieurs hypermarchés de la chaîne française Carrefour. Les chercheurs ont pu mettre en évidence que, contrairement à ce que l'on peut observer en Europe, le petit commerce de détail ne vend pas forcément plus cher que les grandes surfaces (RELLO in DOUZANT-ROSENFELD, 1995). Par contre, les réseaux de grossistes constituent des «noeuds» de type monopolistique qui pèsent en amont sur les prix.

Une autre particularité de l'Amérique latine résulte de l'importance des classes moyennes qui impulsent des modifications des modèles alimentaires, ces derniers tendant à se rapprocher des standards méditerranéens avec une proportion croissante de fruits et légumes frais. Ce phénomène induit le développement de nouvelles spéculations agricoles et de réseaux spécialisés et donc des difficultés au niveau des exploitations familiales traditionnelles orientées vers d'autres produits (maïs, légumes secs) et qui ont du mal à se reconvertir.

LINCK (in DOUZANT-ROSENFELD, op. cité) analyse bien cette évolution en prenant le cas de Mexico: la Central de Abasto de cette capitale, inaugurée en 1982 serait le premier marché de gros de produits frais au monde (16 000 t de fruits et légumes / jour, soit plus de 40 % de la production nationale). La consommation de légumes par habitant a été multipliée par 2,5 en soixante ans (1925-1985) au Mexique et atteint aujourd'hui 72 kg per capita / an. La structure de production se caractérise par un petit nombre de bassins spécialisés, éloignés les uns des autres pour permettre un allongement de la saison en exploitant les différences agro-climatiques. Ainsi 12 bassins de productions assurent la quasi-totalité des approvisionnements de Mexico en pommes de terre de variété alpha, introduite au détriment des variétés locales car correspondant mieux aux attentes des «nouveaux consommateurs» urbains. De même, 3 États (Morelos, Guanajuato et Chihuahua) livrent 80 % des oignons achetés dans la capitale. En aval, les six premiers grossistes contrôlaient à eux-seuls, il y a quelques années, plus de 80 % des arrivages. On est donc en présence d'un segment de filière très concentré qui exerce une domination sur l'ensemble du système alimentaire «frais» et est en mesure de fixer des prix de référence et de protéger sa rente en élevant des barrières à l'entrée. L'expérience des pays du Nord montre que, dans ce cas de figure, seul un essor de la grande distribution est capable, s'il se fait dans un cadre concurrentiel, de briser les verrous posés par les grossistes. Les chiffres de la consommation montrent toutefois l'efficacité globale du système à répondre à une demande en forte croissance⁴.

³ Les 8 plus grandes villes d'Amérique latine rassemblaient près de 70 millions d'habitants en 1995 (cf tableau en annexe).

⁴ L'approche des géographes, si elle est intéressante pour déceler les grandes tendances spatiales, doit cependant être complétée par celle des économistes et des nutritionnistes pour mesurer pleinement l'efficacité des systèmes alimentaires. En particulier, dans le cas présent, il conviendrait de prendre en considération l'ensemble des produits alimentaires.

En Afrique la situation est très sensiblement différente de celle observée en Amérique latine.

L'étude WALTPS dirigée par J.M. COUR (1994) porte sur 19 pays d'Afrique de l'Ouest dont la population urbaine devrait passer de 78 millions d'habitants en 1990 à 271 en 2020, soit un taux de croissance moyen de 4,2%/an, après avoir connu une progression encore plus rapide dans les 30 dernières années (6,3%/an, 13 millions de citadins en 1960): en moins d'un siècle (1930 à 2020), la population totale de la zone aura été multipliée par 10 et la population urbaine par cent!

La réponse de l'agriculture locale à l'explosion de la demande urbaine a été positive, mais s'est manifestée avec un certain retard (2 à 3 ans), dû aux inerties des modèles de consommation et des systèmes de production. Cet ajustement réussi tient à plusieurs facteurs décisifs. Le premier est bien entendu le développement du marché «quantitatif». Le second est la division du travail entre producteurs et consommateurs qui apparaît lorsque l'on passe d'une agriculture rurale d'auto-subsistance à une agriculture dégageant des surplus commercialisables du fait de l'exode rural. Le troisième est la constitution de réseaux physiques de communication et d'information facilitée par la proximité: l'agriculture urbaine et péri-urbaine, joue un rôle fondamental en Afrique. De plus, on a démontré que les pôles d'entraînement de l'agriculture étaient situés dans l'hinterland et que la productivité agricole était inversement proportionnelle à la distance des zones urbaines. Les performances de l'agriculture n'apparaissent pas dans les statistiques de la FAO puisque l'Afrique au Sud du Sahara est une zone où, dans les dernières décennies, la production alimentaire par tête a diminué. Les chercheurs ont montré que la production agricole marchande (P.A.M.) avait augmenté en moyenne de 0,6 % par an dans les 19 pays de l'étude WALTPS. et que la P.A.M. était passée de 26% de la production totale à 46 % en trente ans (1960-1990). Cette évolution traduit un doublement de la productivité (la valeur ajoutée «marchande» par actif agricole est passée de 44 US\$ en 1960 à 96 \$ en 1990, à prix constants). La théorie du développement agricole «extraverti» trouve une large confirmation ici: c'est en effet la création d'une demande solvable par la croissance urbaine secondaire et tertiaire qui a tiré la production agricole. Contrairement à des hypothèses sommaires parfois émises par certains économistes ruraux, les agricultures locales ont peu souffert - en ce qui concerne les produits vivriers- de la concurrence internationale, c'est-à-dire que l'extraversion du modèle de consommation alimentaire ne s'est pas accentuée significativement⁵. Ainsi, au Sénégal, les importations alimentaires par tête sont passées de 370 calories/habitant et par jour en moyenne 1960-65 à 390 cal. en 1985-89, alors que le niveau d'urbanisation progressait de 29 à 39 %. À Abidjan, la part du blé (pain en particulier) dans la consommation a diminué en 25 ans tandis que celle des tubercules et légumineuses augmentait. Le niveau de dépendance alimentaire reste modéré en Afrique de l'Ouest (entre 10 et 15 % de la consommation calorique sur 1985-90), par comparaison avec l'Asie (20 à 30 %) et surtout l'Afrique du Nord (70 à 95 % selon les pays). Il y a cependant un danger latent pour la zone, celui du dumping pratiqué par les grands pays exportateurs de grains dans le cadre de leurs politiques agricoles nationales. L'O.M.C. présente à cet égard un danger pour les agricultures émergentes du Sud. Le second risque est local: les

⁵ Le cas du riz est à considérer à part. En effet, il s'agit d'une production africaine très ancienne (plus de 3500 ans en Afrique de l'Ouest). Un chercheur du CIRAD, Hélène BENZ, a montré, en étudiant les importations de trois pays africains (Bénin, Guinée et Sénégal), que le riz avait un pouvoir de concurrence vis-à-vis des denrées locales, explicable par son accessibilité en gros volume face à une offre locale atomisée et par l'existence d'opérateurs puissants, alliés objectifs des États, en raison des taxes perdues à l'importation et des collusions d'intérêts politico-affairistes.

nationalismes exacerbés conduisent à balkaniser les économies et à freiner la constitution d'un véritable marché régional en Afrique, ce qui pénalise les agriculteurs et favorisent les importateurs agro-alimentaires.

Les perspectives à long terme des systèmes urbains en Afrique sub-saharienne sont donc liées avant tout à des paramètres politiques et macro-économiques. On comprend bien que le développement de l'offre agricole marchande est conditionné par celui d'un double marché: de produits alimentaires et de biens et services non-alimentaires, sur lesquels pourront se porter les achats des agriculteurs autorisés par les surplus monétaires qu'ils auront engrangé.

Les travaux des économistes du CIRAD (Centre International de Recherche Agronomique en Coopération pour le Développement, établissement public français) apportent une contribution intéressante sur la consommation alimentaire urbaine (BRICAS, 1992) et les filières riz et produits maraîchers en Afrique. En ce qui concerne la consommation, on a mis en évidence l'importance des légumes (de l'ordre de 10 à 20 % du budget alimentaire, soit 20 à 30 kg/habitant/an), avec une segmentation entre légumes importés (oignons, tomates, etc.) destinés à une clientèle aisée et légumes-feuilles locaux recherchés par l'ensemble de la population en raison de son intégration dans les plats traditionnels. On relève également le rôle majeur du riz, base de l'alimentation en zone urbaine où il se substitue aux racines et tubercules dont le temps de préparation est excessif.

L'étude des filières constitue un apport original et fécond. Dans le secteur des cultures maraîchères, les chercheurs du CIRAD insistent sur la complémentarité (en termes de produits et de saisonnalité des approvisionnements) entre les productions intra et péri-urbaines spécialisées et les systèmes villageois associant plantes vivrières et légumes. Les principales contraintes identifiées sont foncières (statut précaire de la terre⁶), logistiques (insuffisances des transports et des moyens de stockage) et techniques (accès à des innovations rentabilisables). L'organisation de la commercialisation est considérée comme suffisamment souple et transparente, quoique très atomisée, pour permettre un bon ajustement offre-demande et limiter les marges spéculatives d'intermédiaires (LEPLAIDEUR, MOUSTIER, 1992). De même les travaux menés sur le bananier-plantain, très utilisé comme légume dans toute la zone humide africaine (consommation de l'ordre de 80 kg/tête/an au Cameroun) montrent que le système de commercialisation qui comporte de nombreux niveaux d'opérateurs spécialisés se caractérise par sa capacité à intégrer différentes zones de production au plan régional et à valoriser au maximum les produits par une grande segmentation de la clientèle selon le critère de prix (KUPERMINC, 1988, TEMPLE, 1995)

Une analyse de la filière riz en Afrique de l'Ouest jette un éclairage stimulant sur les stratégies de production alternatives pour l'approvisionnement urbain. Partant du constat que 90 % des aides publiques à la riziculture concerne 5 % des surfaces et 10 % de la production rizicole dans quatre pays (Ghana, Guinée, Madagascar, Mali), l'auteur (LEPLAIDEUR, 1992) montre qu'il existerait d'autres types de riziculture compétitifs (pluvial, sur bas-fonds ou zones inondables) fondés sur des innovations techniques transférables aux petits producteurs. Il constate par ailleurs le recul des

⁶ Sur ce problème, très préoccupant en Afrique, voir BHADRA, BRANDAO (1993).

grandes usines de transformation portuaires au profit de petites unités de décorticage, plus accessibles physiquement et économiquement aux petits commerçants, avec cependant une baisse de qualité du produit final. Ce paramètre, s'accompagnant d'un ajustement des prix, permet de mieux rencontrer un pouvoir d'achat déclinant dans les centres urbains suite à la crise du début des années 90 et à la dévaluation du F.CFA de 1994. Notons toutefois que si les hypothèses de l'auteur peuvent se vérifier dans une conjoncture déprimée, elles se heurtent aux tendances lourdes observées dans tous les pays connaissant une croissance économique soutenue et qui se caractérisent par un mouvement continu de concentration des entreprises au sein des filières.

L'Afrique du Nord constitue un exemple intéressant de structuration des systèmes alimentaires urbains. Les trois pays du Maghreb ont en commun des conditions agro-climatiques peu favorables du fait de la rareté des ressources en eau et de l'exiguïté de la surface agricole utile. L'alimentation, de type méditerranéen fait largement appel au blé. Blé dur, transformé en semoule (couscous, qui constitue le plat traditionnel), et, plus récemment, le blé tendre consommé sous forme de pain. Exprimée en équivalent-blé, la consommation maghrébine est la plus élevée du monde puisqu'elle avoisine 200 kg/tête/an. La faiblesse du potentiel productif local, son caractère précaire, génèrent des importations massives de grains (l'Algérie est le premier importateur mondial de blé dur). En raison du caractère hautement social du pain et de la semoule, les gouvernements des trois pays ont tous des politiques interventionnistes afin de limiter les variations excessives du prix de ces denrées du fait de l'instabilité des filières et de leur déficit chronique.

Un cas extrême de tentative de régulation de la filière⁷ est celui de l'Algérie⁷. Dans ce pays, le prix du pain et de la semoule (et aussi du lait, autre denrée de base) est fixé par l'Administration à un niveau très bas par rapport au pouvoir d'achat moyen et aux autres produits alimentaires, ce qui fait qu'il existe une forte distorsion entre les prix relatifs des produits. Cette situation peut créer des situations paradoxales dans les filières en induisant des gaspillages et des «détournements» d'usage, le pain ou le lait pouvant être dénaturés en aliments du bétail. Les choix faits dans le cadre de l'économie centralement planifiée existant en Algérie jusqu'au début des années 90 ont conduit à structurer les filières céréales et lait autour d'entreprises agro-industrielles monopolistiques d'État. Compte-tenu des carences naturelles de l'amont agricole, ces entreprises fonctionnent principalement à partir de matières premières importées, donc soumises à des cours extrêmement variables. Par ailleurs, dans un souci de soutien de l'agriculture nationale et de l'emploi industriel, les prix d'achat des matières premières locales sont subventionnés et la masse salariale encadrée (effectifs et salaire minimum). Enfin les équipements et les emballages doivent être également importés puisqu'il n'existe pas d'industrie nationale. Les responsables des entreprises agro-industrielles sont donc engagés dans une «mission impossible» lorsque l'on exige d'eux des comptes équilibrés. La variable d'ajustement est en fait une subvention d'équilibre accordée par la tutelle étatique.

⁷ Voir à ce sujet l'ouvrage synthétisant trois années de recherche menée par une équipe franco-algérienne sur la filière céréales in BENCHARIF (1996).

Le cas algérien est révélateur des grandes difficultés rencontrées par «les pays en transition» vers l'économie de marché. Les contraintes apparaissent plus d'ordre culturel que réglementaire. En effet, la loi sur «l'autonomisation des entreprises» date de plusieurs années en Algérie, mais les mentalités, tant des cadres des entreprises que des fonctionnaires de tutelle ou même des banquiers n'évoluent que très lentement. Du point de vue de l'approvisionnement alimentaire des villes, notamment des métropoles d'Alger, Oran, Annaba, Constantine qui ont connu une très vive expansion, un ajustement rapide est pourtant indispensable, de fortes pressions s'exerçant tant du côté des consommateurs que de celui des organisations financières internationales. Les consommateurs souhaitent une amélioration de la qualité et une diversification des produits, une distribution efficace (les paraboles de télévision sont là pour montrer ce que sont ailleurs les systèmes alimentaires) et, bien entendu, des prix abordables. Le FMI, la Banque Mondiale, suivis semble-t-il aujourd'hui par le gouvernement algérien (l'Algérie a toujours été très bien notée par les milieux financiers) poussent à une privatisation rapide des filières agro-alimentaires. Dans ce pays, on devrait donc assister à une recomposition totale des filières, avec l'émergence d'entreprises privées dans l'agriculture, la transformation et la commercialisation. Là aussi, le rôle de la distribution sera déterminant et un modèle «hybride» pourrait apparaître entre la suprématie des grandes surfaces constatée en Amérique latine et le règne des petites échoppes observé en Afrique. N'est-il pas révélateur de constater que dans les villes françaises, le commerce de proximité réellement convivial, avec ses horaires adaptés, est tenu par des négociants originaires du Maghreb, tandis que règnent sur les grandes artères et dans les périphéries de puissants groupes qui ont aussi essaimé aux quatre coins du monde?

CONCLUSION: NOURRIR LES VILLES OU ALIMENTER LES CAMPAGNES, QUELLE PRIORITÉ POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES?

L'analyse des systèmes alimentaires urbains permet de mettre en évidence la forte capacité d'adaptation des filières d'approvisionnement à une croissance très importante de la population sur une période relativement courte, en gros les 30 années séparant 1960 de 1990. Cette adaptation s'est faite de façon très différente en Amérique latine et en Afrique. Sur le continent sud-américain se sont développés des systèmes de production capitalistiques «multi-sites», complémentaires du point de vue des calendriers de récolte, en réponse à l'implantation de marchés de gros de grande taille contrôlés par un nombre réduit d'opérateurs, tandis qu'apparaissaient des grandes surfaces de distribution. Ce mouvement a provoqué la marginalisation des exploitations agricoles traditionnelles impuissantes à changer leurs spéculations et à se moderniser, cependant que la consommation de produits frais (fruits et légumes) et agro-industriels (viandes blanches, lait et dérivés) augmentait considérablement.

En Afrique au sud du Sahara, au contraire, ce sont les systèmes péri et intra-urbain qui ont répondu aux nouveaux marchés urbains. Ces systèmes de circuits courts se caractérisent par leur atomisation tant au niveau de la production que de la commercialisation et par leur grande flexibilité, ce qui a permis une bonne segmentation de la demande, essentiellement sur un critère de prix.

En Afrique du Nord, tant la dynamique du modèle de consommation que les fortes contraintes agro-climatiques et les impératifs de l'économie de marché conduisent à la restructuration de filières encore dominées par l'interventionnisme d'Etat.

Sur le plan méthodologique, l'approche-système a permis de mieux situer l'enjeu théorique et pratique des stratégies d'acteurs, en particulier de celui du maillon intermédiaire, le commerce. Comme l'a souligné F. BRAUDEL, «...L'économie, à première vue, c'est deux zones énormes: la production, la consommation. Ici tout s'achève et se détruit, là tout commence et recommence. (...) Mais, entre ces deux univers, s'en glisse un troisième, étroit mais vif comme une rivière, reconnaissable aussi au premier coup d'oeil: l'échange ou, si l'on veut, l'économie de marché.» Un autre point à signaler en ce qui concerne les outils méthodologiques est l'éclatement, à travers le concept de système alimentaire, de la vision étriquée de l'économie rurale classique. En effet, la théorie des systèmes montre bien les interdépendances multiples conditionnant la satisfaction de la fonction de consommation alimentaire et le rôle fondamental, dans le processus de développement, des entreprises de transformation et de distribution et surtout de l'environnement du système alimentaire qui conditionne en définitive la croissance des marchés tant alimentaires que non-alimentaires.

La variable essentielle dans la problématique de l'approvisionnement urbain demeure la démographie. Il s'agit d'intégrer d'énormes afflux de population et donc d'aménager, d'équiper, de sociabiliser de considérables territoires à haute densité. Comme nous l'avons vu les études empiriques réalisées par les chercheurs à Mexico, Abidjan, etc. montrent que les filières de production-transformation-distribution de produits alimentaires se mettent assez rapidement en place et qu'il n'y a pas de crises majeures dues à des ruptures dans les flux. Les émeutes de la faim que l'on a pu constater restent en nombre limité et sont imputables beaucoup plus à des problèmes de prix qu'à des problèmes de volume et de logistique. Ceci ne veut pas dire que les États ne doivent pas intervenir sur les systèmes alimentaires urbains. Certains facteurs contraignants limitant l'optimisation des systèmes relèvent pleinement de la responsabilité des gouvernements: santé publique (avec la réglementation de la qualité biologique des produits), fonctionnement des marchés (transparence de l'information, infrastructures collectives de communication et de rapprochement de l'offre et de la demande, conformité légale des transactions), appui à la création d'un tissu d'entreprises locales et accroissement de leur compétitivité (cadre juridique et fiscal, formation, recherche). Néanmoins, l'essentiel des performances des systèmes alimentaires relèvent des logiques d'entreprises et donc du secteur privé (RASTOIN, 1993).

Les études démographiques les plus récentes confirment l'hypothèse du «retournement», c'est-à-dire d'une baisse significative de la fécondité dans l'ensemble des PVD et plus particulièrement en zone urbaine. Le scénario «moyen» des Nations Unies est donc le plus probable à 30 ans: 8,5 milliards d'habitants sur la planète en 2025, dont 7,2 milliards en PVD (84 %). La population urbaine des PVD approchera 4,4 milliards et, sauf crise économique de grande ampleur, accident climatique majeur ou conflit armé généralisé, le système alimentaire mondial parviendra à approvisionner de façon globalement satisfaisante cette population, le problème le plus critique demeurant l'accès du «quart-monde» urbain à une alimentation saine et équilibrée.

A l'horizon 2025, la population rurale des PVD sera de même importance qu'aujourd'hui: environ 2,8 milliards de personnes (contre 2,6 milliards en 1990). Or la pauvreté, la faim et la malnutrition sont concentrées dans les campagnes. La Banque mondiale estime que sur les 720 millions de personnes vivant actuellement en dessous de seuil de pauvreté, 75 % demeurent en zone rurale. On peut donc raisonnablement se poser la question de la priorité à accorder en matière d'investissements immatériels (recherche, éducation, information) et matériels dans le domaine des systèmes alimentaires: villes ou campagnes?

ANNEXE Les grandes métropoles urbaines en Amérique Latine: population en millions d'habitants à l'horizon 2015

Villes	1950	1995	2000	2015
México	3,1	14,5	16,4	18,8
Sao Paulo	2,4	13,4	17,8	20,8
Buenos Aires	5,0	11,0	11,4	12,4
Rio de Janeiro	2,9	9,9	10,2	11,6
Lima	1,0	7,5	8,4	10,5
Bogot	0,7	5,6	6,3	7,7
Santiago	0,1	5,1	5,4	6,3
Caracas	0,7	3,0	3,2	3,9
Total 8 villes	15,9	69,8	79,0	91,8

Source : U.N. (1993)

BIBLIOGRAPHIE

BEAUFORT, H. de, (1995), Guide mondial 1996 d'économie et de géopolitique, Le cherche-midi éditeur, Paris, 515 p.

BENCHARIF, A., (ouvr. coll. sous la coordination de), (1996), Le blé, la semoule et le pain; la filière algérienne des blés depuis 1962, enjeux et perspectives, Karthala, Paris.

BHADRA, D.; BRANDAO, A. S. (1993), Urbanization, Agricultural Development, and Land Allocation, World Bank Discussion Papers, N° 201, IBRD, Washington, 65 p.

BRAUDEL, F. (1979), *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, t. 2, les jeux de l'échange, Paris.

BRICAS, N. (1992), «La diversification de la consommation; une tendance de l'évolution des styles alimentaires au Sahel», in *Economie des filières en régions chaudes*, Actes du Xème séminaire d'économie et de sociologie, CIRAD, Montpellier, 11-15 septembre, pp. 471-485.

C.G.I.A.R. (1995), *25 Years of Food and Agriculture Improvement in Developing Countries*, Washington, D.C., 85 p.

COUR, J.M. (1994), «Nourrir les villes: l'urbanisation et ses effets sur l'agriculture ouest-africaine», communication au séminaire *Nourrir les villes*, Conseil scientifique du CIRAD, Montpellier, 28 juin, 35 p.

DOUZANT-ROSENFELD, D.; GRANDJEAN, P. (sous la direction de), (1995), *Nourrir les métropoles de l'Amérique latine*, Editions l'Harmattan, Paris, 300 p.

GEORGE, P. (1961), *Précis de géographie urbaine*, P.U.F., Paris

ISLAM, N. ed., (1995), *Population and Food in the Early Twenty-First Century*, IFPRI, Washington, 239 p.

KUPERMINC, O. (1988), «Saisonnalités et commercialisation de la banane plantain en Côte d'Ivoire», in *Fruits*, vol. 43, Paris

LEPLAIDEUR, A.; MOUSTIER, P. (1992), «Dynamique du vivrier à Brazzaville. Les mythes de l'anarchie et de l'inefficace», in *Cahiers des Sciences humaines*, vol. 27, ORSTOM, Paris.

LE ROY, P. (1994), *La faim dans le monde*, Le Monde éditions / Marabout, Paris, 214 p.

RASTOIN, J.L. (1993), «Tendencias generales de la agro-industria mundial», in *Agricultura y Sociedad*, n° 67, Abril-Junio, Madrid, pp. 159-181.

RASTOIN, J.L. (1995), «Dynamique du système alimentaire français», in *Economie et Gestion Agro-alimentaire*, n° 36, juillet, Cergy-Pontoise, pp. 5-14.

SNRECH, S. (1994), *Pour préparer l'avenir de l'Afrique de l'Ouest: une vision à l'horizon 2020*, document de synthèse de l'étude des perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest / WALTPS, dirigée par J.M. COUR, OCDE, BAD, CILSS, Paris, 67 p.

TEMPLE, L. (1995), *La filière plantain au Cameroun*, Thèse de doctorat en Agro-économie, ENSA-M, Montpellier.

UNITED NATIONS, (1993), *World urbanization prospects: The 1992 revision*, New York.